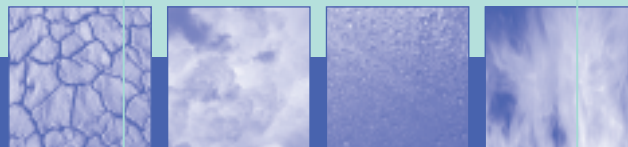




2004

ACTIVITÉS et PERFORMANCES

Division Technologie, Industrie et Économie



LE PNUE ET SA DIVISION TECHNOLOGIE, INDUSTRIE ET ÉCONOMIE

Lors de sa 5^e session spéciale, le Conseil d'administration du PNUE adoptait de nouvelles priorités : surveillance, évaluation, information et recherche environnementales, avec notamment les points suivants : alerte précoce ; meilleure coordination des conventions sur l'environnement et élaboration d'instruments de politique environnementale ; eau douce ; transfert de technologie et industrie ; aide à l'Afrique. En liaison avec d'autres divisions du PNUE, la division Technologie, Industrie et Économie (TIE) a défini sa stratégie et centré ses activités sur ces priorités.

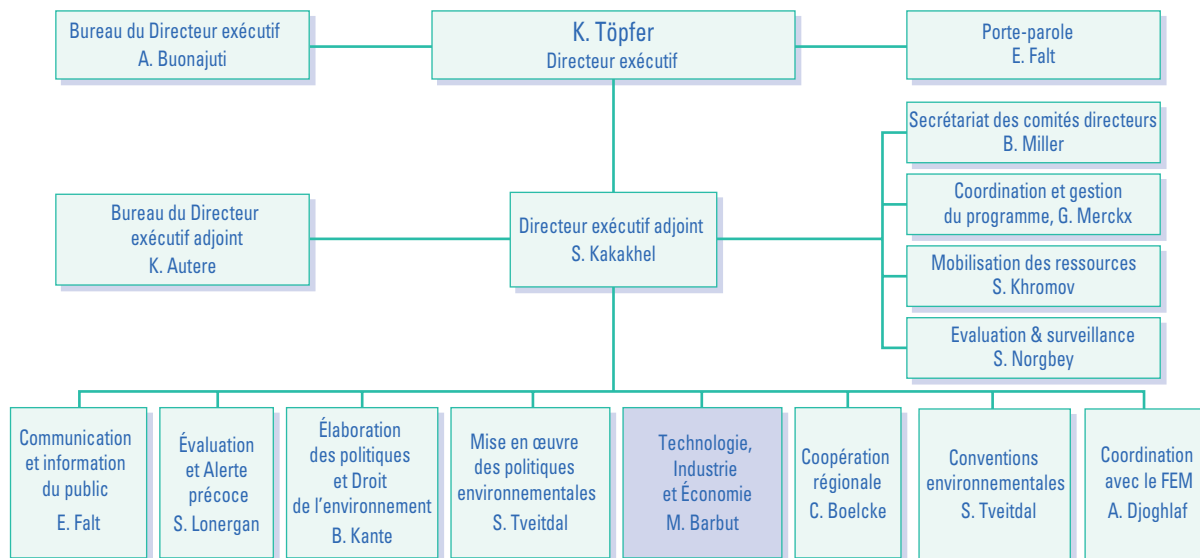
• La DTIE

encourage les autorités nationales et locales et les décideurs industriels à élaborer et mettre en œuvre des politiques,

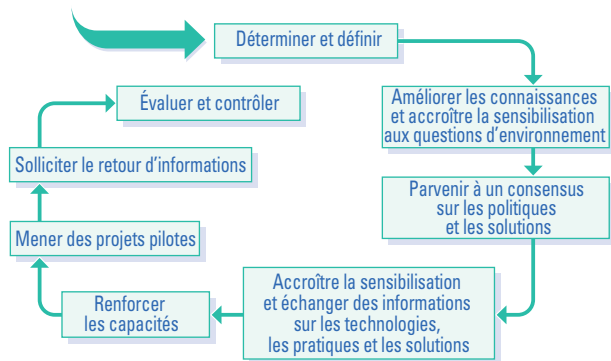
stratégies et pratiques plus propres, plus sûres et plus économes en ressources naturelles, à garantir une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques, à limiter la pollution et les risques pour l'homme et l'environnement, à permettre la mise en œuvre des conventions et accords internationaux et à intégrer les coûts environnementaux.

• La stratégie de la division

consiste à encourager les prises de décisions éclairées par des partenariats avec d'autres organisations internationales, les gouvernements, les milieux d'affaires et industriels, les organisations non gouvernementales ; à aider à la mise en œuvre des conventions et à renforcer les capacités dans les pays en développement.



La démarche de la division



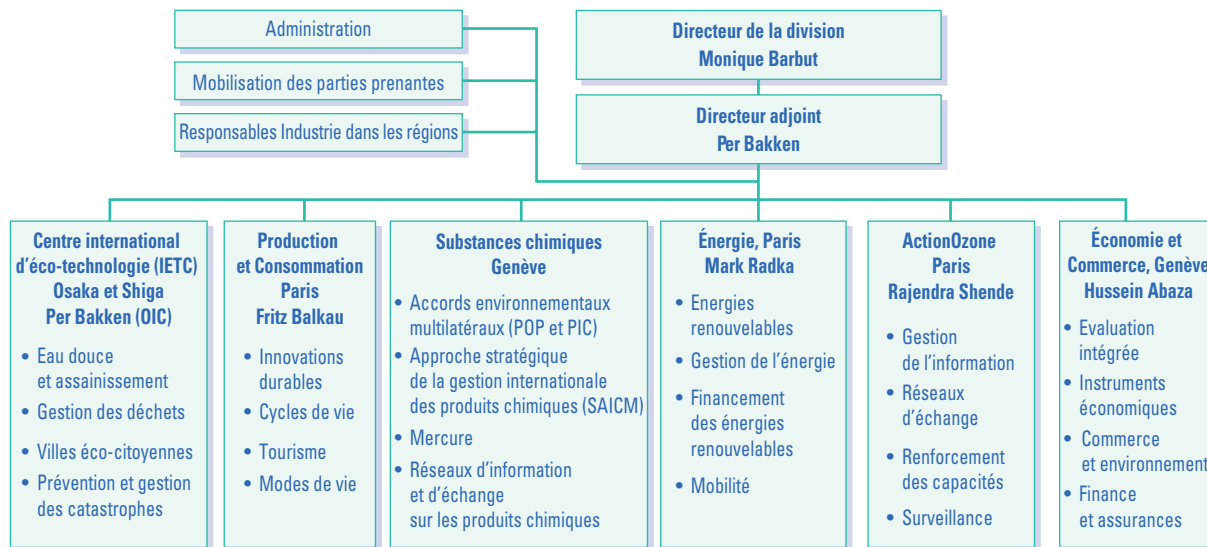
La structure de la division

La division, qui a sa direction à Paris, comprend un centre et cinq services implantés à Paris, Genève et Osaka/Shiga.

Le directeur de la division

- Définit la politique générale de la DTIE et son programme de travail.
- Coordonne les activités de la division et assure la liaison avec les autres divisions du PNUE.
- Encourage les activités visant à élargir l'implication des parties prenantes.

Les activités de la division sont relayées dans les régions par les responsables Industrie et Ozone de quatre des six bureaux régionaux du PNUE : Afrique (ROA), Amérique latine et Caraïbes (ROLAC), Asie et Pacifique (ROAP) et Asie occidentale (ROWA).



Le Centre international d'éco-technologie (IETC)

met en œuvre des programmes de gestion intégrée des déchets, de l'eau et des catastrophes, plus particulièrement en Asie.

Le service Production et Consommation

encourage des modes de production et de consommation durables afin de contribuer au développement humain selon les lois du marché.

Le service Substances chimiques

favorise le développement durable en servant de catalyseur à l'échelle mondiale et en renforçant les capacités nationales pour permettre une gestion rationnelle et une plus grande sécurité des produits chimiques partout dans le monde.

Le service Énergie

préconise des politiques de l'énergie et des transports favorisant un développement durable et encourage les investissements dans des projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Le service ActionOzone

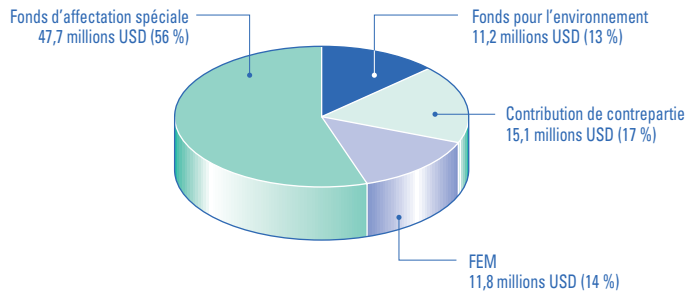
aide les pays en développement ou à économie en transition à éliminer les substances qui appauvrissent la couche d'ozone afin d'assurer la mise en œuvre du protocole de Montréal.

Le service Économie et Commerce

renforce la capacité des pays à intégrer les considérations environnementales dans les politiques économiques et commerciales ; il encourage les pratiques de développement durable dans le secteur financier.

Ressources financières de la DTIE

Les ressources allouées à la division dépassent au total 85 millions de dollars et proviennent de quatre sources principales.



ÉLABORATION D'UN SYSTÈME POUR RENDRE COMPTE DES PERFORMANCES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2004, la DTIE a entrepris d'élaborer un système pour rendre compte de ses propres performances en matière de développement durable, démarche naturelle pour l'un des fondateurs de la Global Reporting Initiative (GRI). Le rapport Développement durable de la DTIE (pour les bureaux de Paris, Genève et Osaka/Shiga) devrait être représentatif d'un rapport produit par un service administratif du tertiaire.

Le nouveau processus sera élargi à l'ensemble du PNUE compte tenu de l'expérience acquise pendant la première année de mise en œuvre au sein de la DTIE. Il viendra compléter les systèmes de gestion et de commandes publiques durables en cours de développement au siège du PNUE, tel que préconisé par le groupe interagences de gestion environnementale présidé par le PNUE.

Première étape : constitution d'une équipe Développement durable

Une équipe Développement durable interne, constituée en mai, a pris comme point de départ les principes et les indicateurs principaux de la GRI et a défini les modalités de leur application concrète aux activités de la division et du PNUE. Elle s'est réunie six fois en 2004 afin d'élaborer des indicateurs pour, notamment, le recyclage du papier, le matériel de bureau respectueux de la couche d'ozone, l'usage efficace des technologies de l'information et de la communication afin de réduire les coûts de transport et la consommation d'électricité, l'organisation de réunions « propres », les questions d'égalité des sexes et des chances, le soutien aux familles, la satisfaction tirée du travail et la formation du personnel. Elle a également délimité le champ du rapport, déterminé les enjeux, responsabilités et indicateurs principaux. Fin 2004, après avoir convenu de la répartition des tâches, l'équipe a commencé à réunir

des données sur les principaux indicateurs et informé l'ensemble du personnel de l'avancement de son travail..

Enquête auprès des parties prenantes internes et externes

L'équipe Développement durable a effectué une première enquête interne annuelle auprès du personnel pour identifier les principaux problèmes. Intitulée « Exprimez-vous », cette enquête a enregistré un taux de réponses de 55 %, un bon résultat pour un début. Pendant une semaine en octobre, les collaborateurs des bureaux de Paris, Genève et Osaka ont pu répondre à l'enquête en ligne. Les résultats ont été communiqués à l'ensemble du personnel sur l'intranet. Dans le domaine social, l'emploi, l'évolution des carrières et la communication ont été jugés prioritaires et les réactions ont confirmé les difficultés rencontrées par le personnel international expatrié et leurs familles. Dans le domaine environnemental, ce sont les questions de consommation d'énergie, de déchets, de recyclage et de transport ou déplacements qui sont arrivées en tête des priorités.

Pour connaître aussi l'avis des parties prenantes externes, certaines questions de l'enquête ont été posées aux personnes qui ont participé à la réunion consultative annuelle avec les associations professionnelles à Paris, au séminaire de haut niveau sur la consommation et la production durables à Monterrey (Mexique) et à l'atelier sur le tourisme à Londres. Les membres des associations professionnelles ont indiqué en priorité la diffusion des documents par voie électronique (qui permet de réduire la consommation de papier) comme moyen de rendre les réunions plus respectueuses de l'environnement. La figure page 6 montre une partie des résultats de l'enquête.

Comme l'explique la version préliminaire du supplément à la GRI pour le secteur public, les organismes publics peuvent rendre compte de leurs efforts en matière de développement durable en communiquant des informations sur : (i) leurs performances organisationnelles ; (ii) les mesures mises en œuvre à l'extérieur et leurs résultats ; (iii) la situation économique, environnementale ou

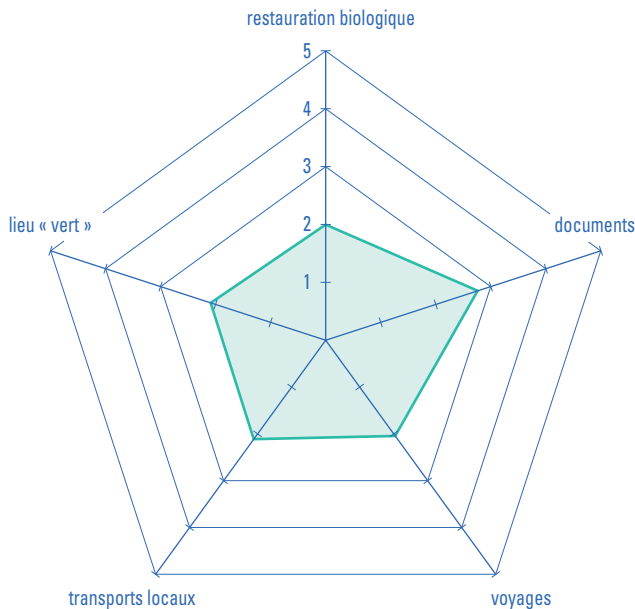
sociale dans le cadre de leur mission ou dans leur domaine de compétence ; autrement dit, rendre compte de l'impact de leurs activités internes et de leurs produits et résultats externes.

Le PNUE présente tous les ans à son Conseil d'administration un rapport sur son travail et les résultats associés. Ceux-ci figurent également dans le rapport d'activité de la DTIE, donnant une vue d'ensemble des services et produits de la division. Le système de production du rapport Développement durable aura pour base le rapport d'activité enrichi d'informations sur les performances « durables » des activités internes, autrement dit sur les performances du processus de production qui sous-tend les services et les produits de la division.

Prochaines étapes pour 2005

Partant des questions jugées prioritaires, l'équipe Développement durable a commencé à rassembler des données sur les matières plastiques et le matériel électronique, les réunions « propres », les commandes publiques, l'hygiène et la sécurité (y compris l'eau), l'électricité, les transports (déplacements internationaux), les publications (papier), l'évolution de carrière et la formation, la communication interne et l'emploi (contrats). Un projet de rapport sera finalisé en 2005.

Résultats de l'enquête effectuée auprès des parties prenantes externes lors de la réunion consultative annuelle avec les associations professionnelles, 2004



Il a été demandé aux participants de répondre à la question : « Que pourrait-on faire pour rendre la réunion annuelle plus respectueuse de l'environnement ? » en donnant un ordre de priorité allant de 1 à 5 à chacun des aspects suivants : restauration biologique, documents, voyages, transports locaux, lieu de réunion « vert ».

24 réponses sur 67 participants inscrits externes au PNUE, dont 42 associations.

MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

Le Pacte mondial

En avril, le PNUE et le Bureau du Pacte mondial ont accueilli à Paris le *Global Compact Policy Dialogue on Sustainable Consumption: Marketing and Communications*. Des dirigeants d'entreprises et des consultants spécialisés dans ce domaine se sont réunis pour débattre autour des trois thèmes suivants : le développement durable est-il vendeur ? ; valeur et réputation des marques ; sur quoi, où et comment communiquer.

Le PNUE a travaillé avec le WBCSD et d'autres organismes pour élaborer et publier le manuel *Raise the Bar* sur les outils de mise en œuvre de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Le manuel a été lancé par le Pacte mondial des Nations Unies en juin, au Sommet des dirigeants du Pacte mondial auquel a assisté le Directeur exécutif du PNUE.

Dans le cadre de sa contribution à l'élaboration d'une nouvelle structure de gouvernance au sein du Pacte mondial, le PNUE a assisté à la réunion des réseaux du Pacte mondial en novembre, à Londres. Il a également joué un rôle de premier plan dans l'internalisation des principes du Pacte au sein du systèmes des Nations Unies par l'élaboration de lignes directrices sur les commandes publiques environnementales réalisée par le groupe de la gestion environnementale. Le PNUE a fait un exposé sur la responsabilité et la gestion environnementales à la réunion annuelle des responsables des équipements des Nations Unies, en septembre à Beyrouth.

Global Reporting Initiative (GRI)

La DTIE a continué à collaborer étroitement aux activités de la GRI. En tant que membre du groupe de travail sur la délimitation de la GRI, elle a participé à l'élaboration du protocole qui vise à aider les entreprises à délimiter le champ d'analyse de leurs rapports. La DTIE a fait le point sur l'élaboration de son propre système de production du rapport Développement durable lors de la réunion du groupe de travail chargé du projet de supplément pour le secteur public, en novembre. Elle s'est également associée à SustainAbility pour établir le palmarès des meilleurs rapports Développement durable publiés par les entreprises (voir encadré).

Risk & Opportunity: Best Practice in Non-Financial Reporting

C'est la dernière étude en date sur les rapports des entreprises en matière de performances environnementales et sociales et de développement durable. Elle est publiée conjointement par le PNUE, SustainAbility et Standard & Poor's, nouveau partenaire de la collection Global Reporters.



Revue *Industry and Environment*

En 2004, la revue *Industry and Environment* a abordé les thèmes suivants : *Eau et développement : contribution de l'industrie* (Vol. 27, n° 1) ; *Gestion des risques associés aux produits chimiques* (vol. 27, n° 2-3) ; *8^e séminaire de haut niveau du PNUE sur la consommation et la production durables* (Vol. 27, n° 4). (www.uneptie.org/media/review/ie_home.htm)



Partenariats et entrepreneuriat

L'initiative Seed

L'initiative Seed a été lancée officiellement en janvier par le PNUE, le PNUD et l'UICN au Forum mondial de l'économie de Davos et au Forum social mondial de Mumbai. Elle a pour but d'aider à la création de nouveaux partenariats pour faire avancer les objectifs de la Déclaration du millénaire et du Plan de mise en œuvre de Johannesburg et ce grâce aux Seed Awards, aux Seed Partnership Services et à Seed Research and Learning. L'ensemble est coordonné par les organisations partenaires, Partnerships Central et le Global Public Policy Institute. Le premier appel à soumissions a été annoncé en avril, lors d'une cérémonie organisée dans le cadre de la 12^e session de la Commission du développement durable (CSD-12). Plus de 260 propositions de partenariat ont été reçues avant la clôture des soumissions en août. Sur les 12 finalistes retenus, 5 seront choisis au final et bénéficieront en 2005 de services d'assistance à la mise en œuvre. Les finalistes ont été présentés au Congrès mondial de la nature de l'UICN qui s'est tenu en novembre à Bangkok (www.seedinit.org).

L'entrepreneur SMART

Le PNUE et l'Institut de Wuppertal pour le climat, l'énergie et l'environnement ont engagé le travail pour faire du *Calendrier de l'Entrepreneur efficace* un outil d'introduction aux questions de développement durable destiné à donner aux petites et moyennes entreprises (PME) un aperçu des priorités du développement durable. La GRI, CSR Europe et l'ONUDI ont accepté de participer à l'élaboration de cette version élargie. La version actuelle, à dominante environnementale, a été publiée en italien et en espagnol.

La nouvelle trousse élargie s'appellera *The SMART Entrepreneur*. D'ores et déjà, le volet consacré à la production de rapports a donné lieu à la publication d'un manuel, *High Five Handbook*, qui présente les lignes directrices de la GRI aux PME.

21^e Réunion consultative avec l'industrie

La 21^e Réunion consultative annuelle avec les associations professionnelles s'est tenue les 7 et 8 octobre à Paris. Les participants ont discuté principalement des approches basées sur le cycle de vie, des instruments économiques et des partenariats public-privé. Des groupes de travail sectoriels se sont penchés sur les enjeux du renforcement des capacités et de l'aide technologique. Les 40 associations professionnelles présentes, majoritairement internationales, ont pu donner leur avis sur la stratégie de renforcement des capacités et des transferts de technologie en cours d'élaboration au PNUE.

LE CENTRE INTERNATIONAL D'ÉCO-TECHNOLOGIE (IETC)

L'IETC a fêté son 10^e anniversaire en 2004. Pendant l'année, il a revu l'ensemble de ses activités afin que son programme reflète les priorités environnementales mondiales actuelles et s'inscrive dans la ligne des conclusions du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD). Pour mettre en œuvre ce programme recentré, l'IETC fonde son approche de la gestion environnementale sur les technologies douces et les trois axes suivants : eau et assainissement ; mise en œuvre de la production et de la consommation durables en Asie avec une attention particulière pour la gestion des déchets ; prévention et gestion des catastrophes.

Eau et assainissement

Les initiatives de l'IETC dans ce domaine ont pour but d'améliorer l'accès durable à l'eau potable et à des services d'assainissement de base, aidant ainsi les pays à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et celui du SMDD de réduire de moitié la proportion de gens qui n'ont pas accès à ces services. En 2004, l'IETC s'est en particulier attaché à répertorier les options de technologies douces adaptées ; développer les capacités techniques et institutionnelles nécessaires pour y accéder, les adopter et les gérer ; soutenir leur mise en œuvre sur le terrain à titre d'essai pilote. Des informations sur le recours aux technologies douces pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement ont été diffusées via Internet et par d'autres voies.

Le projet des marais irakiens

En août, l'IETC a lancé le projet d'aide à la gestion environnementale des marais irakiens dans le cadre du Fonds des Nations Unies pour la reconstruction de l'Irak. Financé par le gouvernement japonais, ce projet contribuera à la gestion durable des marais irakiens en assurant la surveillance et l'évaluation de leur état actuel ; la diffusion d'informations et d'outils d'évaluation ; le renforcement des capacités pour la gestion technique et politique ; la mise en œuvre à titre d'essai pilote de technologies douces pour l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement, la gestion des zones humides et de la qualité de l'eau. Le projet facilite également la formulation et la coordination de la politique et de la stratégie.

Projet de l'IETC : Aide à la gestion environnementale des marais irakiens

Réalisations 2004

- Couverture du lancement du projet par la plupart des grands médias, notamment BBC, Yomiuri Shimbun et UN Wire
- Table ronde du PNUE sur la gestion des marais irakiens, 21-22 septembre, Amman, Jordanie
- Stage de formation sur la gestion de la qualité de l'eau, 6-17 décembre, Shiga, Japon, avec l'aide du Comité international des environnements lacustres (ILEC)
- Stage de formation sur les phytotechnologies pour la gestion des zones humides, 6-16 décembre, Le Caire, Egypte, avec le soutien de l'Université du Caire
- Stage de formation sur les procédés d'assainissement durables, 6-17 décembre, Osaka, Japon, avec le soutien du Centre pour l'environnement mondial
- Préparation du lancement du réseau d'information sur les marais (MIN) en anglais et en arabe à l'aide du système d'information sur les technologies douces (ESTIS) de l'IETC
- Lancement du site Internet du projet avec ESTIS (www.unep.org.jp/marshlands)



La formation des parties prenantes et responsables irakiens a commencé en décembre. Les trois premiers stages, organisés au Japon et en Egypte, étaient consacrés à la gestion de la qualité de l'eau, aux procédés d'assainissement durables et aux phytotechnologies pour la gestion des zones humides. Les travaux préparatoires pour évaluer la faisabilité d'une mise en œuvre expérimentale ont également démarré en 2004. La phase de mise en œuvre expérimentale prévoit fournir en 2005, à une douzaine d'établissements humains, l'eau, des installations d'assainissement et des technologies douces de gestion des zones humides.

On a préparé le lancement du réseau d'information sur les marais (MIN). Ce système d'information via Internet et ESTIS (voir plus loin) permettra de partager des images satellite sur l'évaluation de la remise en eau et autres aspects, des outils d'évaluation et des informations en anglais et en arabe sur le projet.

Eau douce

Si le projet des marais irakiens est devenu la principale activité de l'IETC dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, le centre n'en poursuit pas moins sa mission première, notamment l'amélioration de l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Consommation et production durables

L'IETC a collaboré activement aux activités du service Production et consommation de la DTIE avec lequel il coordonne la mise en œuvre de projets axés sur la gestion intégrée des déchets, le travail de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'initiative 3R, les villes écocitoyennes et les commandes publiques environnementales.

Gestion intégrée des déchets

En étroite collaboration avec le service Production et Consommation de la DTIE, l'IETC a finalisé l'ouvrage *Waste Management Planning - An Environmentally Sound Approach for Sustainable Urban Waste Management - An Introductory Guide for Decision Makers*. Il a également travaillé sur cette question pour élaborer des programmes au niveau municipal et national.

ANASE

Un programme d'action sur la gestion intégrée des déchets a été proposé aux pays membres et accepté par le Secrétariat de l'ANASE. L'IETC, en tant que spécialiste des questions de gestion des déchets, a apporté son aide au Secrétariat (dans le cadre de son initiative « Clean Land »). Ce travail est accompli avec le soutien et les conseils du Groupe de travail de l'ANASE sur des villes écologiquement viables (AWGESC).

Initiative 3R (Réduire, réutiliser et recycler)

Tirant parti des progrès accomplis par le Japon dans la mise en œuvre d'une économie basée sur le cycle de vie et le principe des 3R, l'IETC a travaillé en liaison étroite avec le ministère japonais de l'environnement pour documenter le processus et tirer les leçons de cette expérience afin de la reproduire dans les pays en développement. Le PNUE a été invité à apporter une contribution majeure au Sommet du G8 en 2005. Les politiques fondées sur les 3R seront un des grands thèmes de ce sommet qui sera accueilli par le Japon.

Villes écocitoyennes

La DTIE a instauré un partenariat avec la ville de Kawasaki pour l'aider à élaborer son programme de villes écocitoyennes. L'IETC a également participé avec la municipalité de Kawasaki à l'organisation du Forum des éco-entreprises d'Asie et du Pacifique qui vise à encourager les entreprises à nouer des liens entre elles autour des questions d'environnement.

L'IETC a élaboré un programme urbain qui exploite les enseignements tirés des villes écocitoyennes japonaises, en mettant l'accent sur le rôle des différentes parties prenantes : autorités nationales et locales, entreprises et industrie, société civile. L'IETC a également commencé à répertorier les villes écocitoyennes et les éco-parcs industriels en Chine, en Inde, en Malaisie, à Singapour et en Thaïlande et à constituer des dossiers d'information.

Commandes publiques environnementales

La DTIE ayant demandé à l'IETC de présenter ses activités en Asie, l'IETC a :

- fait une communication intitulée « Green Supply Chains for Sustainable Production and Consumption: Issues and Challenges », lors de la conférence internationale Green Supply Chains - Towards Sustainable Production and Consumption, en septembre à Kuala Lumpur, Malaisie ;
- fait un exposé sur le PNUE et les commandes publiques environnementales à la première conférence internationale sur les commandes publiques environnementales qui a eu lieu en octobre à Sendai, au Japon. L'IETC a également participé à la table ronde « Towards International Collaboration of Green Purchasing » où elle a attiré l'attention sur le travail effectué par le service Production et consommation de la DTIE.



Prévention et gestion des catastrophes

Des préparatifs sont en cours pour présenter les initiatives du PNUE consacrées à la gestion globale des catastrophes et axées sur les aspects environnementaux, à la Conférence mondiale sur la réduction des catastrophes (WCDR) qui aura lieu en janvier 2005 à Kobe, au Japon.

ESTIS (Environmentally Sound Technologies Information System)

L'IETC a poursuivi le développement de son système d'information sur les technologies douces (ESTIS). Les utilisateurs l'ont trouvé utile pour la création et la gestion des informations sur Internet, le partage et la recherche d'informations sur plusieurs sites ESTIS et la diffusion décentralisée d'informations. En 2004, de nouveaux thèmes et contextes sont venus enrichir ESTIS pour soutenir les activités autour des trois axes du programme de l'IETC. (www.estis.net)

ESTIS a été présenté à une réunion sous-régionale organisée en novembre, à Bangkok, pour l'Asie du Sud-Est par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

PRODUCTION ET CONSOMMATION

2004 a vu la consolidation du programme P&C dans deux domaines d'activité connexes : la stratégie et la mise en œuvre. Le service P&C a travaillé sur les problèmes transversaux que pose l'élaboration du plan-cadre de programmes décennaux sur la production et la consommation durables, préconisé par le SMDD. Il a fait une place de plus en plus grande aux travaux de terrain, avec notamment des activités pilotes en Chine et des projets sectoriels pour le bâtiment, la publicité et les commandes publiques. L'élaboration de la stratégie a progressé dans le domaine de la politique des déchets et dans celui de la gestion des catastrophes ; les initiatives dans le secteur du tourisme (notamment l'Initiative des voyageurs) se sont poursuivies, tandis que le secteur minier et celui de la gestion des déchets ont continué leur travail d'information. L'initiative Cycle de vie a bien progressé et le guide youthXchange a été élargi à d'autres pays et secteurs. Toutes ces activités, ainsi que d'autres, sont développées ci-après.

Plan-cadre de programmes décennaux

Pour faire suite à la demande du SMDD que soit élaboré un plan-cadre de programmes décennaux sur la production et la consommation durables, le PNUE a réuni en mars, à Paris, un groupe consultatif composé de 23 experts du secteur public, d'associations professionnelles, d'ONG et d'organisations gouvernementales internationales. Ces experts ont examiné les priorités et le programme de travail du PNUE. Le site Internet commun PNUE-DESA (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies) sur le plan-cadre a été lancé en avril lors de CSD-12.

(www.uneptie.org/pc/sustain/10year)

En mai, en concertation avec l'UNDESA le PNUE a organisé la première réunion d'experts africains sur la consommation et la production durables. Les 65 délégués de 24 pays venus assister à cette réunion accueillie par le Centre marocain de production plus propre ont déterminé les priorités régionales et sous-régionales et étudié les liens qui existent entre la pauvreté et les modes de consommation et de production. Ils ont également réfléchi à la façon dont la consommation et la production durables pourraient contribuer à faire reculer la pauvreté et favoriser le développement économique. Enfin, ils se sont interrogés sur l'opportunité pour les pays d'Afrique de brûler les étapes en optant d'emblée pour la consommation et la production durables.

Publications 2004

- *Cleaner Production Companion (CD-ROM)*
- *Modes de production et de consommation durables. Pour en savoir plus*
- *Training Package on Applying Cleaner Production Concepts and Practices in Industrial Estates* (www.uneptie.org/pc/ind-estates/events/announcement.htm)
- *Manual de formación en gestión de residuos peligrosos por país en vías de desarrollo (CD-ROM)*
- *Tracking Progress—Implementing Sustainable Consumption Policies, seconde édition* (www.uneptie.org/pc/sustain/sc-net/TP-report-2004.pdf)
- youthXchange a paru en : catalan, flamand, français, italien, espagnol (une version pour le Mexique et une pour l'Espagne)
- *Cleaner Production Declaration—Implementing Guidelines* (www.uneptie.org/pc/cp/declaration/implment.htm)

Projet-pilote local

Un projet-pilote local a été lancé à Guiyang (Chine) afin de tester et montrer le rôle que peut jouer le gouvernement pour encourager des formes de développement économique autres dans les régions en développement rapide. Ce projet, le premier du genre mené par le PNUE, s'attache à cerner les options de développement économique possibles, à sensibiliser le public et à promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources. Les résultats escomptés sont notamment des gains environnementaux et économiques dans les entreprises qui accueillent le projet, une meilleure capacité à mettre en place des partenariats gouvernement-entreprise et des lignes directrices pour aider le gouvernement local à cerner et évaluer les options de développement économique possibles.

YouthXchange

Projet commun du PNUE et de l'UNESCO, youthXchange a pris une grande ampleur en 2004 : neuf traductions du guide youthXchange ont été achevées à la fin de l'année ; cinq autres devraient suivre en 2005. Le site Internet, qui propose de la documentation pédagogique, des études de cas et une méthodologie pour enseigner la consommation durable, a été finalisé en 2004 et sera testé pendant six mois dans les écoles du réseau de l'UNESCO. YouthXchange est répertorié comme l'outil pédagogique sur la consommation durable dans le cadre de la Décennie de l'éducation au développement durable des Nations Unies. (www.youthxchange.net)

La Déclaration de Casablanca sur la consommation et la production durables a été présentée en juin à la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE). (www.uneptie.org/pc/sustain/10year/regional.htm)

En novembre, plus de 120 parties prenantes européennes réunies à Ostende, en Belgique, ont formulé des recommandations et proposé des actions concrètes pour promouvoir la consommation et la production durables. (www.uneptie.org/pc/sustain/10year/regional.htm)

Toujours en novembre, une réunion du comité de pilotage a été organisée en marge du séminaire SCP8 de Monterrey (Mexique) pour préparer la deuxième réunion internationale de suivi du plan-cadre de programmes décennaux (aussi appelé Processus de Marrakech), prévue en septembre 2005.

Production plus propre

Le 8^e séminaire international de haut niveau sur la consommation et la production durables s'est tenu les 15 et 16 novembre à Monterrey. Les 250 participants de plus de 60 pays ont travaillé sur deux grands thèmes : satisfaire les besoins élémentaires et mettre en œuvre des solutions mondiales. Un ensemble de recommandations a été formulé pour l'orientation future du travail.

Dans le cadre de sa mission de renforcement des capacités des Centres de production plus propre, le PNUE a organisé des stages de formation sur les thèmes suivants : faciliter la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement par la production plus propre ; intégrer la production plus propre et la consommation durable ; la production plus propre dans les zones industrielles. Plus de 30 Centres de production plus propre (NCPC) ont bénéficié de ce programme.

Des cérémonies de signature dans six pays ont porté à plus de 450 le nombre de signataires de la Déclaration internationale sur la production plus propre. Le site Internet a été enrichi d'une nouvelle rubrique, « Le signataire du mois », pour partager les réalisations et les expériences des signataires.

La mise en œuvre du projet « Applying Cleaner Production to Multilateral Environmental Agreements » (ACME) a commencé avec le soutien de l'agence suédoise de développement international.

Zones industrielles

Un outil pédagogique, *Applying Cleaner Production Concepts and Practices in Industrial Estates*, a été élaboré. Un stage de formation sur ce thème a été organisé en novembre pour les représentants de 10 NCPC et de zones industrielles de 11 pays.

Gestion des déchets

Une version espagnole de l'outil sur les ressources de formation en matière de gestion des déchets dangereux dans les pays en développement a été publiée sur CD-ROM. Elle contient plus de 600 diapositives PowerPoint™, des notes d'information et des données de référence, ainsi que des versions téléchargeables de manuels de formation sur des sujets spécifiques. Les versions espagnole et anglaise sont toutes deux accessibles en ligne. (espagnol : www.uneptie.org/pc/cp/waste/hw-spanish.htm) (anglais : www.uneptie.org/pc/hazardouswaste)

L'ouvrage de l'IETC *Waste Manangement Planning – an Environmentally Sound Approach for Sustainable Urban Waste Management*, a été publié avec le soutien de l'ISWA (association internationale des déchets solides).

Production plus sûre (APELL)

En 2004, des conseils sur la prévention des accidents ont été fournis à plusieurs pays à la suite d'une série de graves accidents industriels et de transport. Le PNUE a aidé les gouvernements et les entreprises du Brésil, de France et du Pérou à mettre en œuvre le programme de sensibilisation et de préparation aux situations d'urgence au niveau local (APELL) ; il a rédigé des lignes directrices pour promouvoir APELL dans les zones industrielles de Chine. En collaboration avec l'UNESCO, il a fourni des informations et des conseils sur l'utilisation d'APELL en tant qu'outil de gestion des catastrophes naturelles et a participé à la préparation de la Conférence mondiale sur la réduction des catastrophes prévue en janvier 2005 à Kobe (Japon).

Industries extractives

La DTIE s'est associée à un consortium international de partenaires pour créer un nouveau portail Internet destiné à conseiller les organismes et les industriels sur les bonnes pratiques environnementales dans le secteur des industries extractives. Il explique comment les activités extractives peuvent être planifiées et menées en tenant compte des considérations environnementales (www.goodpracticemining.com).

Initiative Cycle de vie

Dix groupes de travail réunissant plus de 100 experts de différents pays œuvrent pour que l'initiative Cycle de vie soit une incitation à adopter la philosophie du cycle de vie partout dans le monde. Ils créent des forums pour partager les meilleures pratiques et produisent de la documentation d'information. En préconisant les échanges de points de vue entre experts, ils contribuent à développer l'accès à des données transparentes et de qualité sur le cycle de vie et à améliorer la qualité et la portée des indicateurs du cycle de vie dans le monde. En 2004, plusieurs documents comme l'ouvrage de sensibilisation *Why Take a Life Cycle Approach?* et le rapport technique *Life Cycle Assessment of Metals* ont été finalisés.

L'initiative des voyageurs

Les ouvrages suivants ont été publiés dans le cadre de l'initiative des voyageurs en coopération avec le Centre for Environmental Leadership in Business :

- *A Practical Guide to Good Practice – Managing Environmental Impacts in the Marine Recreation Sector*, pour aider les voyageurs et les compagnies de croisières à intégrer les aspects environnementaux dans leurs contrats de sous-traitance. Ce guide donne des informations sur les impacts des loisirs nautiques sur l'environnement, explique la raison d'être des bonnes pratiques et suggère des moyens de réduire les impacts liés à l'exploitation et à l'entretien des bateaux, ainsi qu'aux croisières en mer. Il contient également une liste de contrôle pour encourager l'évaluation des performances environnementales.
- *Supply Chain Engagement for Tour Operators – Three Steps Toward Sustainability* est un guide qui propose aux voyageurs une méthodologie en trois étapes pour intégrer les critères de viabilité économique, environnementale et sociale dans la sélection de leurs prestataires de services et dans les contrats qu'ils signent avec eux.

Secteur pétrolier

Un module de formation en ligne est désormais disponible sur l'Offshore Oil and Gas Environment Forum (OEF) pour aider les responsables des administrations publiques et de l'industrie à mieux comprendre les questions d'environnement. (www.oilandgasforum.net/oefonline)

Commandes publiques et développement durable

L'outil de formation sur les commandes publiques mis au point par le PNUE, la Banque mondiale, le PNUD et l'IAPSO a été achevé et testé en juin au Ghana. Il s'agit d'un outil destiné à sensibiliser les responsables gouvernementaux à la nécessité d'associer développement durable et commandes publiques.

Tourisme

En novembre, l'atelier sur la commercialisation de produits touristiques durables, organisé en partenariat avec la région de Toscane, a cerné les principaux défis et les options possibles pour promouvoir et vendre des services durables. Il a réuni plus de 300 participants.

Publicité

Le Forum de la publicité du PNUE a tenu plusieurs réunions, notamment une conférence sur le marketing et la consommation durable en coopération avec le bureau du Pacte mondial des Nations Unies. Un outil d'information intitulé *Modes de production et de consommation durables* – Pour en savoir plus a été produit en anglais et en français.

Modes de vie

Le PNUE a présenté son concept de modes de vie durables à l'exposition « *You Buy, You Decide* », lors du Forum de Barcelone 2004 (de mai à septembre). En novembre, pour faire progresser son travail sur la mode dans le cadre de l'initiative « *Buying for a Better World* », le PNUE a apporté son soutien au premier défilé de mode français associant éthique et respect de l'environnement.

Un spot vidéo de sensibilisation axé sur les transports en commun, « *La planète c'est votre chez-vous. Préservez-la* », a été réalisé.

SUBSTANCES CHIMIQUES

Le service Substances chimiques centralise toutes les activités du PNUE pour une gestion rationnelle des produits chimiques dangereux ; c'est la principale force catalytique du système des Nations Unies dans ce domaine. Ses principaux objectifs sont d'agir comme catalyseur pour promouvoir la sécurité, notamment en donnant aux pays l'accès à des informations sur les produits dangereux, d'aider les pays à se doter de la capacité de gérer les risques associés aux produits chimiques tout au long de leur cycle de vie, de soutenir les actions mondiales comme les Conventions de Stockholm et de Rotterdam et les négociations sur l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM). Pour cela, le service travaille en liaison étroite avec des gouvernements, des agences des Nations Unies, des OIG et des ONG. En 2004, le service a axé ses activités sur les secteurs ci-après.

Convention de Rotterdam

La Convention de Rotterdam sur la Procédure de consentement préalable en connaissance de cause (PIC) applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux dans le commerce international est entrée en vigueur le 24 février 2004. Au 1er décembre, elle comptait 78 parties. La procédure PIC, qui impose aux exportateurs de substances inscrites sur la liste des produits dangereux d'obtenir le consentement préalable en connaissance de cause des importateurs avant toute opération commerciale, est actuellement mise en œuvre par les parties. Le PNUE et la FAO assurent conjointement le Secrétariat de la Convention.

En septembre ont eu lieu la onzième session du Comité intergouvernemental de négociation (INC) et la 1re Conférence des parties (COP-1). Plusieurs décisions importantes ont été prises par la conférence, concernant notamment l'ajout d'un certain nombre de produits chimiques à l'annexe II de la Convention, la composition du Comité d'examen des produits chimiques et le siège du Secrétariat (Genève/Rome).

Le Secrétariat conjoint PNUE/FAO a organisé plusieurs ateliers nationaux pour aider les pays à mettre en œuvre les procédures de la Convention. Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site Internet de la Convention. (www.pic.int)

Le service Substances chimiques en ligne

Les sites suivants donnent des renseignements sur la gestion rationnelle des produits chimiques :

- Service Substances chimiques : www.chem.unep.ch
- Convention de Rotterdam : www.pic.int
- Convention de Stockholm : www.pops.int
- Polluants organiques persistants : www.chem.unep.ch/pops
- Programme sur le mercure : www.chem.unep.ch/mercury
- Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques : www.chem.unep.ch/SAICM
- Évaluation régionale des substances toxiques persistantes : www.chem.unep.ch/pts
- Réseau mondial de surveillance des produits chimiques présents dans l'environnement : www.chem.unep.ch/gmn
- Plans nationaux de mise en œuvre de la Convention de Stockholm : www.pops.int/documents/implementation/nips
- Code d'éthique sur le commerce international des produits chimiques : www.chem.unep.ch/ethics

SUBSTANCES CHIMIQUES

Systèmes d'information/bases de données actualisées en 2004

- Internet database on POPs Alternatives Update Online
- Internet Database Experts on POPs Alternatives Update Online
- Internet Database of Country-specific POPs data 2002 (Résultats d'études)
- Page web des National POPs Action Plans, 2002
- Pages web sur les produits de substitution aux POPs pour la lutte contre les termites
- Création d'un système d'information conjoint OMS/PNUE sur le DDT, 2004
- Internet-based UNEP/IRPTC Legal File (régulièrement mis à jour depuis 1998)



Convention de Stockholm

La Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) est entrée en vigueur le 17 mai 2004. Au 1er novembre, elle comptait 86 parties. La Convention est un traité mondial visant à protéger l'environnement et la santé humaine contre les POP par des mesures pour réduire et éliminer les rejets.

Actuellement, la Convention exige des parties qu'elles prennent des dispositions pour 12 POP particuliers. Le PNUE assure le secrétariat de la Convention et met en œuvre des mesures pour la soutenir, notamment :

- la sensibilisation à la Convention, ses dispositions et sa mise en œuvre, et aux problèmes posés par les POP ;
- la préparation de lignes directrices pour les meilleures techniques et les meilleures pratiques environnementales pour les POP produits involontairement ;
- la préparation et l'organisation de la 1^{re} Conférence des parties à la Convention (COP-1), prévue pour mai 2005 ;
- la création et la mise à jour de bases de données sur les POP et d'un centre d'information et de documentation.

Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités est au cœur des activités du service Substances chimiques : il élargit et améliore l'accès aux informations et aux outils d'information pour aider les pays à développer leurs capacités à évaluer et gérer les risques associés aux produits chimiques.

En 2004, Le service Substances chimiques a organisé 45 ateliers et conférences sur les questions prioritaires, notamment :

- la mise en œuvre des Conventions de Rotterdam et de Stockholm,
- l'assistance aux pays pour élaborer leur plans nationaux de mise en œuvre,
- les projets régionaux et nationaux sur les dioxines/furanes, les biphényles polychlorés, le DDT et autres POP,
- le recensement des sources de dioxines et de furanes et l'estimation des rejets,
- la mise en œuvre des meilleures techniques et des meilleures pratiques environnementales,

- le recensement et la gestion des biphényles polychlorés (PCB),
- les solutions de rechange pour les pesticides contenant des POP et la réduction, l'élimination et la gestion des POP dans le cadre de la Convention de Stockholm.

Plans nationaux de mise en œuvre

La Convention de Stockholm impose aux parties d'élaborer des Plans nationaux de mise en œuvre (NIP) dans les 2 ans qui suivent l'entrée en vigueur de la Convention. Chaque plan doit faire le point sur la situation des POP dans le pays et sur les mesures à prendre pour satisfaire aux obligations de la Convention.

Fin 2004, plus de 120 pays avaient reçu des fonds du FEM pour élaborer leur plan. Douze de ces pays participent également à un projet pilote concernant non seulement leurs plans nationaux mais aussi l'élaboration de lignes directrices pour établir ces plans et faire des choix en matière de gestion des POP. Dix réunions, ateliers et/ou stages de formation nationaux et régionaux ont été organisés sur les NIP, ainsi que des projets pilotes d'aide aux pays.

Réseau d'échange d'informations sur les produits chimiques (CIEN)

Le CIEN est un effort coopératif entre Le service Substances chimiques et l'agence pour la protection de l'environnement des États-Unis (US EPA) pour catalyser les échanges nationaux et régionaux d'informations sur la gestion des produits chimiques. Il a pour objectifs :

- d'éliminer les obstacles à l'échange d'informations,
- de faciliter l'accès aux informations techniques sur les produits chimiques via Internet,
- de développer la communication entre les parties prenantes nationales et régionales,
- de créer des synergies entre les organismes nationaux impliqués dans la gestion des produits chimiques,
- de renforcer les capacités nationales pour la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et la participation aux activités et accords internationaux.

Au 1er décembre, le projet avait été mis en œuvre dans 41 pays. De plus, 95 ordinateurs avaient été fournis aux pays dans le cadre du projet.
(www.eoa.gov.cien)

Publications 2004

- Brochure contenant la Convention de Stockholm et ses annexes. Nouvelle éditions dans les six langues de l'ONU.
- *Ridding the World of POPs*. Guide de la Convention de Stockholm, dans les six langues de l'ONU.
- *Guidance for Developing a National Implementation Plan for Stockholm Convention*.
- Inventaires des émissions de dioxines et de furanes en Argentine, à Cuba et au Paraguay.
- Comptes rendus d'ateliers sur les plans d'action mettant l'accent sur les PCB, les dioxines et les furanes.
- Lignes directrices pour les meilleures techniques et les meilleures pratiques environnementales (projet).
- *Reducing and eliminating the use of persistent organic pesticides. Guidance on alternative strategies for sustainable pest and vector management*.
- Comptes rendus des ateliers régionaux et sous-régionaux sur la réduction, l'élimination et la gestion des pesticides dans le contexte de la Convention de Stockholm.
- Compte rendu d'un atelier sur la mise en œuvre de la Convention de Stockholm dans les pays développés.

suite page suivante ...

Publications 2004, suite...

- *Guidance for a Global Monitoring Programme for Persistent Organic Pollutants.*
- *Global Inventory of POPs Laboratories.*
- *Master List of Actions on the Reduction and/or Elimination of Releases of POPs.* Cinquième édition.
- *Proceedings of the Workshop in Implementation of the Stockholm Convention on POPs in Developed Countries,* Neuchâtel, Suisse.
- Brochure contenant la Convention de Rotterdam et ses annexes. Nouvelle édition dans les six langues de l'ONU.
- *Protecting Human Health and the Environment : A guide to the Rotterdam Convention on Hazardous Chemicals and Pesticides.*
- *Guidance to Designated National Authorities on the Operation of the Rotterdam Convention.*
- *Guide on the Development of National Laws to Implement the Rotterdam Convention on PIC.*
- Circulaires PIC XIX et XX.
- Comptes rendus des ateliers régionaux de sensibilisation à la pollution par le mercure.
- *Childhood Pesticide Poisoning: Information for Advocacy and Action.*
- *Chemicals Branch Newsletter,* Volume 8, No. 1.

Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM)

En 2002, le Conseil d'administration du PNUE s'est prononcé pour l'élaboration d'une approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM), approuvée ensuite par le Sommet mondial sur le développement durable. Un processus consultatif impliquant toutes les parties prenantes débouchera sur une conférence internationale début 2006. L'élaboration d'une SAICM est facilitée par 11 organisations intergouvernementales qui s'intéressent à la sécurité des produits chimiques. Le service Substances chimiques en assure le Secrétariat et collabore avec tous les partenaires.

La deuxième session du Comité préparatoire pour l'élaboration d'une SAICM a eu lieu en 2004 à Nairobi (Kenya). (www.chim.unep.ch/saicm)

Mercure

Après la publication du rapport d'évaluation mondiale sur le mercure, le Conseil d'administration du PNUE a conclu à l'existence de preuves suffisantes des effets nocifs du mercure à l'échelle mondiale pour justifier de nouvelles mesures internationales visant à réduire les risques pour la santé humaine et l'environnement. Il a donc estimé nécessaire que des mesures nationales, régionales et mondiales, immédiates et à long terme soient prises dès que possible. En réponse, Le service Substances chimiques a élaboré le programme sur le mercure destiné à soutenir les efforts des gouvernements pour mettre en œuvre des mesures de réduction ou d'élimination de l'utilisation du mercure et des rejets dans l'environnement.

En 2004, Le service Substances chimiques a organisé sept ateliers régionaux pour aider les pays à identifier et comprendre leurs problèmes de mercure et à prendre des mesures pour les atténuer. (www.chim.unep.ch/mercury)

Registres des rejets et transferts de polluants (PRTR)

Les PRTR ont été préconisés et encouragés par tous les grands forums sur l'environnement en tant qu'outils majeurs de gestion rationnelle des produits chimiques. En 2004, Le service Substances chimiques a organisé une conférence sur les PRTR pour le continent américain et un atelier régional pour les pays de l'ANASE. Des représentants des gouvernements, du secteur industriel et d'ONG de protection de l'environnement ont participé activement à toutes ces réunions.

ÉNERGIE

Le PNUE s'intéresse aux conséquences environnementales de la production et de l'utilisation de l'énergie, telles que les changements climatiques à l'échelle mondiale et, localement, la pollution de l'air. En 2004, le programme Energie est devenu un service à part entière de la DTIE en raison de l'ampleur prise par ses activités d'appui à diverses initiatives internationales et onusiennes. Le nouveau service entend encourager les politiques qui placent l'énergie et les transports dans le contexte plus large du développement durable et inciter les concepteurs de projets et les investisseurs à s'engager davantage dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Aidé de ses deux centres de collaboration, le Centre Risø du PNUE sur l'énergie, les changements climatiques et le développement durable (URC) et BASE (Agence de Bâle pour la promotion de l'énergie durable), le service Energie travaille avec de nombreuses parties prenantes pour diversifier et accroître la part globale des énergies renouvelables, améliorer l'accès à des ressources et services énergétiques respectueux de l'environnement, supprimer les distorsions du marché, donner accès aux marchés de l'énergie et accélérer le développement et la diffusion de meilleures méthodes et technologies d'efficacité énergétique.

Créer un climat favorable au changement

La première réunion de la SEFI (Sustainable Energy Finance Initiative) s'est tenue les 1^{er} et 2 juin à Bonn, en marge de la Conférence internationale pour les énergies renouvelables. Organisée par le PNUE et BASE sur le thème Créer un climat favorable au changement, cette réunion a fait office de forum où les représentants des secteurs de la finance, des entreprises et des gouvernements ont pu débattre des actions nécessaires pour accroître les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Plusieurs sessions animées par des institutions financières de renom ont abordé des sujets comme le capital-risque, les infrastructures, le consommateur et le financement de la réduction des émissions de carbone, les crédits à l'exportation et la gestion des risques. Le 5^e forum international BASE sur les investissements énergétiques durables a présenté de nombreuses entreprises et instruments d'investissement mobilisant des capitaux pour des initiatives d'énergie durable.

(http://sefi.unep.org/sef_bonn)



Le PNUE à Bonn

L'un des grands événements de l'année 2004 dans le domaine de l'énergie a été la conférence internationale sur les énergies renouvelables organisée en juin à Bonn (Allemagne). Avec plus de 3 000 participants venus de 154 pays, ce fut l'un des plus importants rassemblements intergouvernementaux du genre.

Bien représentés, le PNUE et l'URC ont tenu un stand d'exposition, organisé plusieurs événements parallèles et des conférences de presse. Le PNUE a par ailleurs animé une rencontre sur deux jours intitulée « Financing Sustainable Energy : Creating the Climate for Change » dans le cadre de la nouvelle initiative SEFI (Sustainable Energy Finance Initiative) (voir ci-contre).

suite page suivante...

ÉNERGIE

... (Le PNUE à Bonn, suite)

Le PNUE, qui parraine le GNESD (Global Network on Energy for Sustainable Development), s'est également mobilisé à Bonn en faveur du GNESD qui a du potentiel pour devenir un organisme consultatif mondial sur les énergies renouvelables. Il compléterait d'autres initiatives comme le Global Village energy Partnership et le Renewable Energy and Energy Efficiency Partnership (REEEP).

La conférence de Bonn confirme pour l'essentiel l'orientation du travail du PNUE de ces dernières années dans le domaine de l'énergie, notamment ses efforts auprès des institutions financières pour le financement des projets d'énergies renouvelables et ses activités axées sur les entreprises de services énergétiques. La conférence fait également ressortir la nécessité de meilleures politiques générales favorables aux énergies renouvelables. Le service Energie se penchera sur cette question au cours de l'année à venir.



Les marchés nord-africains du solaire

Un partenariat entre le PNUE, la compagnie nationale d'électricité tunisienne (STEG) et l'Agence nationale pour la Maîtrise de l'énergie a lancé SOLdinars, un mécanisme de prêts qui devrait aider des dizaines de milliers de foyers tunisiens à s'équiper de chauffe-eau solaires. Financé par le gouvernement italien dans le cadre du MEDREP (Programme méditerranéen pour les énergies renouvelables), SOLdinars stimule le crédit grâce à un mécanisme de bonification d'intérêt sur les prêts consentis par les banques locales, le remboursement étant effectué via les factures de STEG. Ce système réduit les risques de crédit, ce qui permet aux banques de baisser leurs taux d'intérêt.

Un autre programme de financement est en cours d'élaboration pour l'eau chaude solaire dans les hôtels de Monaco. SOLdinars et ce nouveau mécanisme aident les banques locales à mettre en place des produits de crédit pour l'eau chaude solaire. Ils seront supprimés progressivement en 3 ou 4 phases pour permettre la transition vers des marchés non subventionnés.

Financement de la réduction des émissions de carbone en Afrique

Le PNUE, le Centre Risø et le CDFC (fonds carbone d'aide au développement local) de la Banque mondiale ont lancé un nouveau programme, Carbon Finance for Sustainable Energy Services en Africa (CF-SEA), pour élaborer des projets dans le cadre du mécanisme de développement propre. Une évaluation est en cours pour choisir les trois pays qui participeront au programme, lequel comprendra le renforcement des capacités des spécialistes des transactions de réduction des émissions de carbone, des financiers et des responsables gouvernementaux locaux, pour qu'ils puissent mener des projets de développement propre et mettre la théorie en pratique en montant avec des concepteurs de projets des transactions prometteuses.

Énergies renouvelables et devoir de diligence environnementale

Dans le cadre de SEFI, le PNUE et BASE ont élaboré des principes directeurs sur le devoir de diligence environnementale concernant les projets d'énergies renouvelables. Ces principes directeurs proposent aux investisseurs et aux organismes de prêt des procédures concrètes normalisées pour identifier et gérer les risques environnementaux associés aux investissements, notamment dans les technologies d'énergies renouvelables. Des principes directeurs ont été élaborés pour l'éolien, le solaire photovoltaïque, le solaire thermique, les biogaz, la biomasse, le géothermique et la petite hydroélectricité. (<http://sefi.unep.org/edd>)

Création d'entreprises de services énergétiques en milieu rural (REED)

Le portefeuille REED en Afrique et au Brésil continue de s'accroître avec 1,4 millions de dollars US actuellement investis dans 32 entreprises, tandis que l'initiative REED en Chine est devenue opérationnelle en avril. REED a été reconnu à la conférence de Bonn comme un modèle de bonne pratique pour le développement durable.

L'une des avancées de REED, au cours de l'année, a été la production du *REED Toolkit*, un guide qui explique en détail comment concrétiser une idée d'entreprise de services énergétiques propres. Disponible en ligne, cette trousse d'outils indique aux créateurs d'entreprises comment réunir les informations indispensables pour élaborer un plan d'activité et les présenter sous une forme attrayante capable de retenir l'attention des bailleurs de fonds et de guider la croissance de l'entreprise. Les sujets abordés vont de la définition des objectifs de l'entrepreneur et de l'entreprise à la préparation des analyses financières, en passant par la définition d'une stratégie de distribution. (www.ared.org/training/toolkit/index.htm)

CD4CDM

Depuis 2002, le PNUE et le Centre Risø aident 11 pays en développement à se préparer au mécanisme de développement propre (MDP) dans le cadre d'un projet de développement des capacités baptisé « Capacity Development for the CDM », ou « CD4CDM ». Neuf des onze pays participants ont à ce jour ratifié le protocole de Kyoto et sept ont mis en place et/ou renforcé une autorité nationale chargée d'administrer les projets MDP. Sept pays ont également créé des portefeuilles de projets MDP potentiels. (www.cd4cdm.org)

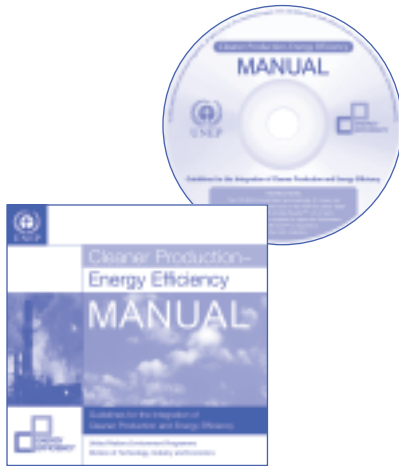
L'une des principales activités du CD4CDM en 2004 a été le *CDM Investment Forum* qui avait pour but de mettre en contact acheteurs et vendeurs d'unités de réduction des émissions de carbone afin d'explorer les possibilités de projets MDP. Le Forum de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, organisé avec les gouvernements du Maroc, de l'Égypte et de la Tunisie (pays hôte) a eu lieu en septembre à Djerba, en Tunisie. C'est la première fois que les pays hôtes du programme MDP avaient une telle occasion de commercialiser leurs projets potentiels. Le 1^{er} forum d'investissements MDP asiatique s'est déroulé en octobre aux Philippines.

Liens entre efficacité énergétique et production plus propre

Le PNUE encourage l'efficacité énergétique dans l'industrie grâce à un système associant production plus propre et gestion de l'environnement dans un projet baptisé *CE-EE*.

Publications 2004

- *Fuel Pricing Policies for Latin America and Mexico*
(www.uneprisoe.org/publications.htm)
- *Making it Happen: Renewable Energy and the Role of Export Credit Agencies*
(www.uneptie.org/energy/publications)
- *Financial Risk Management for Renewable Energy Projects*
(www.uneptie.org/energy/publications)
- *Legal Issues Guidebook to the Clean Development Mechanism*
(www.uneprisoe.org/publications.htm)
- *Cleaner Production–Energy Efficiency Manual: Guidelines for the Integration of Cleaner Production and Energy Efficiency (CD-ROM)*



L'Indian Solar Loan Programme devrait permettre de financer 20 000-25 000 équipements solaires domestiques, ce qui en fait l'un des principaux programmes de prêt au solaire

L'objectif global est de réduire les émissions de gaz à effet de serre par la recherche et l'application de procédés améliorant l'efficacité énergétique s'inscrivant dans les évaluations de production plus propre réalisées par les entreprises industrielles. Le projet fonctionne en Chine, en Hongrie, en Inde, en Slovaquie, en République tchèque et au Viêt-Nam.

En 2004, la priorité était de faire connaître cette nouvelle approche au réseau des NCPC et autres organismes similaires. Un événement de grande envergure a pour cela été organisé en novembre, en marge du 8^e Séminaire international de haut niveau sur la consommation et la production durables.

Indian Solar Loan Programme

Après 18 mois de fonctionnement, le programme indien de prêts à l'équipement solaire continue à remporter un grand succès et devrait fournir de l'électricité propre à 20 000 ou 25 000 foyers indiens d'ici 2006. Il propose des prêts par deux des plus grandes banques indiennes pour permettre aux foyers des zones rurales de s'équiper en installations solaires photovoltaïques. A ce jour, plus de 10 200 prêts ont été accordés par l'intermédiaire de plus de 1 800 agences bancaires participantes.

Le programme repose sur un dispositif de bonification d'intérêt qui abaisse au départ le taux d'intérêt de 12 à 5 %, puis qui est progressivement supprimé. C'est ainsi qu'en septembre, le taux d'intérêt a été relevé à 7 %. Le nombre d'autorisations de prêts continue d'augmenter et le marché commence à devenir commercialement viable.

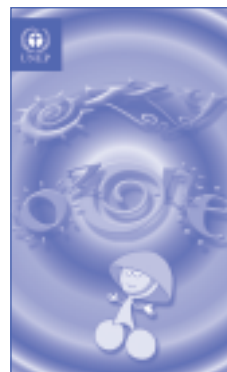
ACTIONOZONE

Le programme ActionOzone a pour but d'aider les pays en développement ou à économies en transition à se conformer au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Il permet aux pays de faire des choix éclairés en matière de technologies de recharge et de politiques respectueuses de la couche d'ozone. Il offre aux Bureaux nationaux Ozone (NOU) divers services de renforcement des capacités, notamment un centre d'échange d'informations, des formations et des réseaux régionaux. Principalement financé par le Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal, il bénéficie également du soutien du Fonds pour l'environnement mondial, du gouvernement suédois et du gouvernement finlandais.

Échange d'informations

A ce jour, le PNUE a produit plus de 200 manuels, vidéos, affiches, CD-ROM et sites Internet et a largement diffusé ses services dans les pays en développement. Parmi les activités menées en 2004 :

- **la Journée internationale de l'ozone (16 septembre)** : soutien à 144 pays pour les célébrations de cette journée des Nations Unies. Un dessin animé de sensibilisation, *Ozzy Ozone*, a été diffusé en 18 langues par les télévisions nationales de 62 pays. (www.unep-tie.org/ozonation/events/ozoneday)
- **Bulletin ActionOzone** : trois nouveaux numéros de ce bulletin consacré à la protection de la couche d'ozone ont paru dans six langues. (www.unep-tie.org/ozonation/library/oan)
- **Services d'information électroniques** : hebdomadaire (*OzoNews*) et bimensuels (solutions de recharge au bromure de méthyle ; synergies entre climat et ozone). (www.unep-tie.org/ozonation/compliance/ozonews)
(www.unep-tie.org/ozonation/compliance/rumba)
(www.unep-tie.org/ozonation/sector/cliio3)
- **Ressources Internet** : Trade Names, répertoire des noms commerciaux des produits chimiques contenant des SAO et de leurs solutions de recharge ; *The Halon Trader*, marché virtuel en ligne des halons recyclés, MultiMedia Collection qui comprend plus de 4 000 références. (www.unep-tie.org/ozonation/library/tradenames) (www.halontrader.org)
(www.unep-tie.org/ozonation/library)





- **Publications, vidéos, CD-ROM** : *Compliance Factsheets, Leveraging the Expertise of Civil Society: NGOs Activities in Methyl Bromide, Lessons learnt and Case Studies in Technology Transfer in African Countries, OzonAction Publications Catalogue, Rien à déclarer : Bonnes pratiques douanières pour sauver la couche d'ozone, Sky Pirates* et une vidéo d'information en espagnol.
- **Service de documentation et d'information** : diffusion de plus de 35 000 documents lors d'ateliers et de sessions de formation et réponses à plus de 330 questions techniques et demandes externes de publications.
- **Vulgarisation** : Conférence internationale sur l'environnement pour les enfants, avec exposition sur les accords multilatéraux sur l'environnement relatifs aux produits chimiques, voyage d'étude pour les lauréats du prix Outstanding NOU 2003.

Résultats : Le service d'information a augmenté la sensibilisation au problème de dégradation de la couche d'ozone ; il a contribué à renforcer les capacités des gouvernements, de l'industrie et autres parties prenantes à appliquer des mesures contraignantes spécifiques.

Réseaux régionaux

Les réseaux offrent aux pays en développement un forum interactif permanent où ils peuvent échanger leurs expériences, développer leurs compétences et partager leurs connaissances avec leurs homologues des pays en développement et des pays développés. Le PNUE facilite le fonctionnement de 10 réseaux régionaux/sous-régionaux impliquant 147 pays en développement, 14 pays développés et la Commission européenne. Les résultats de l'année 2004 sont notamment :

- **au niveau mondial** : l'exactitude des données et leur communication en temps voulu se sont nettement améliorées dans tous les réseaux ;
- **Afrique** : la coopération entre le Réseau africain des journalistes pour l'environnement et le Réseau Ozone a permis de faire campagne en faveur de la protection de la couche d'ozone dans les médias de la région ;
- **Asie du Sud/Pacifique** : le contrôle et le suivi du commerce des substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) et des équipements contenant des SAO ont été renforcés par la collaboration entre les Bureaux nationaux Ozone et les douanes ;

- **Europe/Asie centrale** : l'approche de ce réseau, basée sur des « groupes de contact », a permis aux pays de s'associer pour résoudre les problèmes communs ;
- **Asie occidentale** : formulation de directives législatives homogènes pour le contrôle et la surveillance des SAO à l'intention des membres du Conseil de coopération du Golfe ;
- création d'un groupe spécial chargé d'aider les pays à remplir leurs obligations.

Résultats : la mise en place de réseaux s'est révélé un outil d'un bon rapport coût-efficacité pour faire avancer la mise en œuvre du Protocole de Montréal.

Stratégies et plans d'action nationaux/sectoriels

Le PNUE apporte son aide aux pays pour la réalisation des programmes de pays, des projets de renforcement institutionnel et des plans de gestion des fluides frigorigènes. Les programmes de pays rassemblent des informations sur la consommation nationale de SAO, décrivent la structure industrielle et politique et exposent la stratégie nationale d'élimination des SAO. Les projets de renforcement institutionnel apportent une aide administrative et technique au renforcement des infrastructures institutionnelles nationales par la création d'un Bureau national Ozone. Les plans de gestion des fluides frigorigènes fournissent au secteur du froid une stratégie intégrée et économique d'élimination des SAO. En coopération avec des partenaires bilatéraux et d'autres agences d'exécution, le PNUE apporte actuellement son soutien aux plans de gestion des fluides frigorigènes de 60 pays.

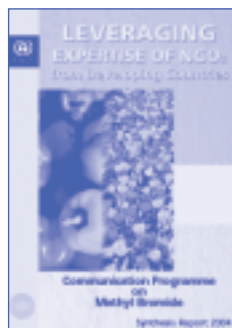
En 2004, 38 projets de renforcement institutionnel ont été approuvés et mis en œuvre dans différentes régions.

Résultats : Les projets ont permis à 115 pays en développement de s'associer aux efforts mondiaux de protection de la couche d'ozone et de renforcer les compétences locales en matière d'élimination des SAO. Ces activités ont aidé les pays à atteindre l'objectif de geler l'utilisation des SAO en 1999 et à supprimer totalement les SAO dans le secteur du froid.

Renforcement des capacités

Pour aider les pays en développement à tenir leurs engagements en matière d'élimination des SAO, le PNUE élabore et anime des stages de formation régionaux et nationaux et édite de la documentation pédagogique. Les activités de renforcement des capacités sont structurées selon le principe de la complémentarité afin que la stratégie d'élimination couvre l'ensemble des exigences. Parmi les réalisations 2004 :





- des ateliers sur la lutte contre le commerce illégal des SAO : quatre ateliers régionaux et un atelier sous-régional qui ont eu notamment pour résultat l'institution d'accords officiels pour renforcer la coopération régionale entre les autorités douanières et les Bureaux nationaux Ozone à Fidji, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande ;
- des stages de formation nationaux pour le personnel des douanes : plusieurs ateliers de formation ont été organisés dans divers pays en développement. Au total, 263 douaniers ont reçu une formation cette année ;
- des stages de formation nationaux sur les bonnes pratiques dans le secteur du froid : plus de 100 techniciens ont été formés pendant la première phase de formation en Albanie, en Argentine et aux Maldives.

Résultats : à ce jour, le PNUE a développé les compétences de centaines de techniciens d'entretien, de douaniers, de responsables ozone et autres fonctionnaires, grâce à 11 ateliers régionaux sur la mise en œuvre du Protocole de Montréal, 19 ateliers de formation régionaux et nationaux sur le contrôle et le suivi de la consommation de SAO, 51 ateliers nationaux pour les services de douane et 76 ateliers nationaux sur les bonnes pratiques en matière de réfrigération.

L'initiative Douanes vertes pour renforcer le respect et l'application des accords environnementaux multilatéraux

Grâce à l'aide reçue en 2004 du gouvernement norvégien, le PNUE s'emploie à élargir l'initiative *Douanes vertes* destinée à combattre le crime environnemental international. Sachant que le syndicat du crime encaisse, selon les estimations, 22 à 31 milliards de dollars US par an, le commerce international illégal des produits « sensibles sur le plan environnemental » (comme les SAO, les produits chimiques toxiques, les déchets dangereux et les espèces menacées d'extinction) est un problème international qui a de graves conséquences.

Depuis 2001, la DTIE du PNUE travaille avec ses partenaires sur le concept de *Douanes vertes*. Le but est de fournir aux douaniers une formation couvrant simultanément plusieurs AME, solution plus économique et plus efficace qu'une formation séparée pour chaque accord.

Les partenaires ont élaboré un module de formation et animé en Inde et aux Philippines des ateliers pilotes pour des formateurs et des parties prenantes spécialisés dans les questions douanières.

D'autres ateliers ont présenté et, dans une certaine mesure, testé le concept de *Douanes vertes*. D'autre part, le Secrétariat de la Convention de Bâle, la Convention relative au commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), le programme ActionOzone de la DTIE du PNUE, Interpol et l'Organisation mondiale des douanes ont organisé ensemble trois séminaires de formation régionaux pour le personnel des ports (douaniers, policiers, garde-côtes, procureurs, responsables de l'environnement).

Grâce à l'aide reçue cette année et aux ressources supplémentaires à recevoir d'autres donateurs, le PNUE espère qu'en 2005 l'initiative pourra assurer des stages de formation des douaniers complets, développer et diffuser des lignes directrices, notamment des codes de bonnes pratiques, améliorer la collecte coordonnée de renseignements et promouvoir la sensibilisation au problème du commerce illégal.

(www.uneptie.org/ozonaction/customs)

ÉCONOMIE ET COMMERCE

Le travail du PNUE dans ce domaine consiste à étudier les incidences de l'économie, du commerce et de la finance sur l'environnement et vice-versa, ainsi que leur contribution au développement durable à tous les niveaux : local, national, régional et mondial. L'activité Économie et Commerce aide les pays à :

- évaluer les effets des politiques macro-économiques, commerciales et financières sur l'environnement, et à prendre des mesures pour une évaluation et une planification intégrées ;
- élaborer et mettre en œuvre des politiques nationales favorisant le développement durable, notamment par des incitations basées sur les lois du marché, la réforme des subventions et d'autres types d'instruments économiques ;
- élaborer au niveau national, régional et multilatéral des politiques commerciales et environnementales équilibrées et intégrées qui se soutiennent mutuellement ;
- encourager des approches plus innovantes du financement du développement durable, notamment la collaboration avec le secteur privé ;
- renforcer la mise en œuvre des AME et faciliter la compréhension, le dialogue et la diffusion d'informations sur les AME ;
- développer la coopération dans le domaine institutionnel, les capacités et les partenariats pour un développement durable.

Renforcement des capacités

Renforcement des capacités pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques intégrées

En 2004, le service Économie et Commerce a fourni des services d'assistance technique à des projets de renforcement des capacités au niveau national, a facilité le dialogue international sur les politiques, a soutenu des initiatives de recherche thématique et a élaboré du matériel de référence et de formation. Il a renforcé sa collaboration avec les prestataires de services de développement des capacités régionaux et nationaux en créant un réseau des institutions pour le développement durable (NISD) et a soutenu plusieurs ateliers de formation organisés par ces institutions.

Réunion sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques intégrées

Une réunion internationale sur le renforcement des capacités pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques intégrées en vue du développement durable s'est tenue les 27 et 28 mars 2004 à l'île Jeju, en République de Corée. Elle a abordé les difficultés et les carences des démarches actuelles de renforcement des capacités et a défini les principaux éléments et mécanismes de mise en œuvre d'un renforcement efficace des capacités. Un document d'orientation sur le sujet a été publié à l'occasion de la réunion.

Publications 2004

- *Environmental Impact Assessment and Strategic Environmental Assessment : Towards an Integrated Approach*
- *Training Module : Capacity Building for Environment, Trade and Sustainable Development*
- *Capacity Building for Integrated Policy Design and Implementation for Sustainable Development*

suite page suivante ...

... publications 2004, suite

- *Handbook on Integrated Assessment of Trade-related Measures: The Agriculture Sector*
- *The Use of Economic Instruments in Environmental Policy: Opportunities and Challenges*
- *Economic Instruments in Biodiversity-related Multilateral Environmental Agreements*
- *Energy Subsidies: Lessons Learned in Assessing their Impact and Designing Policy Reforms*
- *Analysing Resource Impact of Fisheries Subsidies: A Matrix Approach*
- *Incorporating Resource Impact into Fisheries Subsidies Disciplines: Issues and Options—A Discussion Paper*
- *Fisheries Subsidies and Marine Resource Management: Lessons from Bangladesh, Vol 3*
- *Policy Implementation and Marine Resource Management: Lessons from Senegal, Vol 4*
- *Mise en oeuvre de mesures de gestion et de conservation durable des ressources halieutiques au Sénégal, Vol 4*

Equipe spéciale PNUE-CNUCED chargée du renforcement des capacités en matière de commerce, d'environnement et de développement (CBTF)

La CBTF a entrepris sa deuxième phase de travail en 2004. Elle a pour objectif de renforcer les capacités des pays en développement à faire face aux problèmes situés à l'interface du commerce, de l'environnement et du développement et à s'engager activement dans des négociations commerciales régionales et internationales. La CBTF a joué un rôle de premier plan à la table ronde sur la promotion du commerce en vue du développement durable lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED XI) au Brésil. Elle a en outre organisé des ateliers et séminaires régionaux de formation en Afrique et dans le Sud-Est asiatique, et mis au point un module de formation sur le renforcement des capacités dans les domaines de l'environnement, du commerce et du développement durable. Enfin, elle a lancé une nouvelle initiative pour promouvoir le commerce des produits issus de l'agriculture biologique.

Évaluation intégrée

Évaluation intégrée de la libéralisation du commerce dans le secteur du riz

En 2004, des projets de pays sur l'évaluation intégrée dans le secteur du riz ont été achevés et six rapports nationaux ont été finalisés ainsi qu'un rapport de synthèse résumant les leçons tirées de ces projets et les recommandations pour le suivi. Les projets de pays avaient pour objet d'analyser les effets environnementaux, sociaux et économiques de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture et d'autres accords concernant le secteur du riz.

Évaluation et planification intégrées pour le développement durable

Cette initiative a pour but de renforcer les capacités des pays en développement ou à économies en transition à entreprendre une évaluation intégrée pour le développement durable en adoptant une approche *ex ante*, avec pour priorité la réduction de la pauvreté, la gestion de l'environnement et la promotion d'un commerce durable. Le service Économie et Commerce a produit un document de travail qui donne aux pays participants des lignes directrices générales.

Économie environnementale

Promouvoir le recours aux instruments économiques

Dans le cadre d'un processus multipartite, le service Économie et Commerce a mis au point des approches pratiques des problèmes d'environnement au niveau national ; il a aussi élaboré et testé un programme de formation pour renforcer les capacités des responsables politiques des pays en développement à mettre au point et en pratique des instruments économiques adaptés au contexte national.

Réformer les subventions préjudiciables à l'environnement

Une analyse et des études de cas ont été réalisées et des réunions organisées pour étudier les impacts des subventions dans le cadre de la libéralisation du commerce dans les secteurs de l'énergie et de la pêche. En 2004, priorité a été donnée au travail sur les subventions à la pêche, à la lumière des négociations de l'OMC en cours sur les nouvelles disciplines de ce secteur. Le travail analytique a porté plus spécialement sur l'impact des subventions à la pêche dans diverses conditions d'environnement et de gestion et selon diverses options de réforme politique.

Commerce durable et environnement

Le service Économie et Commerce a participé tout au long de l'année aux sessions ordinaires et spéciales du Comité du commerce et de l'environnement (CTE) de l'OMC, faisant des communications sur ses activités dans ce domaine. Il a également participé à un séminaire de formation régional sur le commerce et l'environnement organisé par l'OMC à l'intention des pays d'Afrique et a commencé la mise à jour et la révision de son manuel : *Environment and Trade : A Handbook*.

Initiative financière (IF) du PNUE

Groupes de travail

En juin, le groupe de travail sur la gestion des actifs a publié un rapport appelant les responsables du secteur public et du privé à intégrer les meilleures pratiques de développement durable et de gouvernance au cœur des marchés. Le PNUE a ensuite lancé l'initiative d'investissement responsable (RII) pour élaborer des principes d'investissement responsable dans le secteur de l'investissement institutionnel, en particulier des fonds de pension.

Atelier du PNUE sur la pêche

Le cinquième atelier du PNUE sur les subventions à la pêche et la gestion durable de la pêche a réuni les 26 et 27 avril plus de 100 représentants de gouvernements nationaux, d'OIG, d'ONG, d'organisations régionales de gestion de la pêche et d'établissements universitaires. Ensemble ils ont abordé les principaux problèmes posés par la réforme des subventions au niveau national et international et formulé des recommandations pour la réforme.

COP 10 à Buenos Aires

Le groupe de travail de l'IF sur les changements climatiques a organisé une rencontre intitulée « Finance for Carbon Solutions » en marge de la réunion de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en décembre 2004 à Buenos Aires. Il a lancé son quatrième *CEO Briefing* consacré aux solutions de financement de la réduction des émissions de carbone, en mettant l'accent sur le mécanisme de développement propre (MDP).

Publications de l'IF 2004

- *Values to Value: A global Dialogue on Sustainable Finance*
- *CEO Briefing: Finance for carbon solutions: The Clean Development Mechanism from the financial sector perspective*
- *CEO Briefing: Climate Change Working Group on Renewable Energy*
- *CEO Briefing: Climate Change Working Group on Emissions Trading*
- *UNEP FI 2003 Overview*
- *The Materiality of Social, Environmental and Corporate Governance Issues to Equity Pricing Report*
- *Finance and Sustainability in Central and Eastern Europe*
- *Risks of Water Scarcity: A Business Case for Financial Institutions—Preliminary Findings*
- *Investing in Stability: Conflict Risk, Environmental Challenges, and the Bottom Line—Summary Report*

Le groupe de travail de l'IF sur les changements climatiques a participé à la rencontre sur le financement des énergies durables organisée en juin à Bonn (voir page 21). Il a pour l'occasion préparé un document intitulé *CEO Briefing: Renewable Energy*

Le travail de l'IF sur la gestion environnementale, la préparation de rapports et l'élaboration d'indicateurs en vue de l'instauration de normes internationales et de meilleures pratiques s'est poursuivi tout au long de l'année. Le groupe mixte GRI/IF-PNUE a élaboré un ensemble pilote d'indicateurs de performance environnementale pour le secteur mondial des services financiers. Le Sustainability Management & Reporting (SMR) Project a préparé un *CEO Briefing* qui est un guide sur les meilleures pratiques à l'intention des institutions financières des marchés émergents et des pays en développement.

Groupes de travail régionaux

Le groupe de travail pour l'Afrique a apporté son aide à la préparation du rapport *Sustainability Banking in Africa* qui fait le point sur la situation dans cinq pays africains.

Un groupe de travail pour l'Europe centrale et orientale et un autre pour l'Amérique latine ont été constitués. Ils se pencheront sur des questions comme l'investissement socialement responsable, la microfinance et la notation des performances du point de vue du développement durable.

Le groupe de travail pour l'Amérique du Nord a accepté d'accueillir l'édition 2005 de la Table ronde mondiale de l'IF à New York et a commencé les préparatifs. La création d'un groupe de travail pour l'Asie et le Pacifique a également été envisagée en 2004.

Projets spéciaux

En août, l'IF a publié une étude sur les risques potentiels que présentent les pénuries d'eau pour les institutions financières. Les premières conclusions de l'étude ont été présentées par l'IF et son partenaire, l'Institut international de l'eau de Stockholm, en août à Stockholm pendant la Semaine mondiale de l'eau.

L'IF a également lancé un projet sur l'investissement dans les marchés émergents avec le soutien des gouvernements suédois et néerlandais et de l'International Finance Corporation.

ACTIVITÉS RÉGIONALES

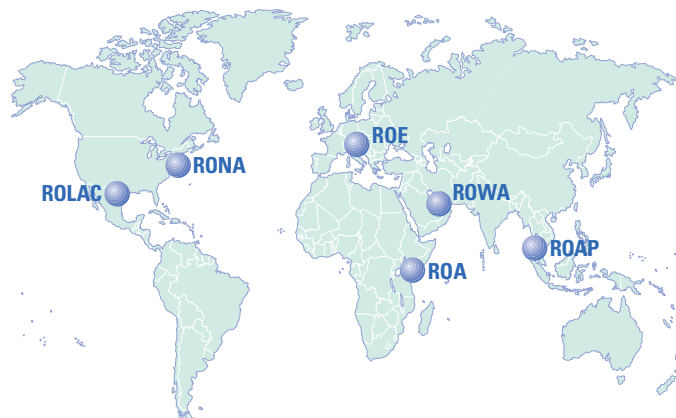
Les activités de la DTIE sont relayées dans les régions par les Bureaux régionaux qui contribuent aussi à l'élaboration des programmes futurs en identifiant leurs besoins propres. Les principales activités des responsables Industrie dans les régions sont résumées ci-après.

Afrique

Consommation et production durables

- Organisation de la 3^e table ronde africaine sur la consommation et la production durables (ARSCP-3) qui a servi de forum pour l'échange des expériences et des connaissances et a débouché sur la création de la Table ronde africaine sur la consommation et la production durables.
- Adoption de la charte de l'ARSCP et établissement de l'ARSCP en tant que mécanisme institutionnel régional pour la consommation et la production durables.
- Première réunion régionale d'experts sur l'ensemble de programmes décennaux pour les modes de consommation et de production durables. Elle a déterminé les domaines à considérer en priorité dans le contexte des programmes décennaux et a adopté la Déclaration de Casablanca sur la consommation et la production durables. Cette dernière a ensuite été entérinée par la 10^e session ordinaire de la CMAE.

Bureaux régionaux



UNEP Regional Office for Africa (ROA)

P.O. Box 30552
Nairobi, Kenya
Tél. : +254 20 624 044
Fax : +254 20 623 928
Courriel : desta.mebratu@unep.org

UNEP Regional Office for Asia and the Pacific (ROAP)

United Nations Building
Rajadamnern Nok Avenue
Bangkok 10200, Thaïlande
Tél. : +66 2 288 11 33
Fax : +66 2 280 38 29
Courriel : svenningsen@un.org

UNEP Regional Office for Europe (ROE)

International Environment House
11-13 Chemin des Anémones
1219 Chatelaine, Genève, Suisse
Tél. : +41 22 917 8504
Fax : +41 22 799 3420
Courriel : rie.tsutsumi@unep.ch

UNEP Regional Office for Latin America and the Caribbean (ROLAC)

Boulevard de los Virreyes 155
Lomas de Virreyes
CP 11000, Mexico, D.F., Mexique
Tél. : +52 55 5202 4841/6394
Fax : +52 55 5202 0950
Courriel : diego.masera@mail.rolac.unep.mx

UNEP Regional Office for North America (RONA)

1707 H Street N.W., Suite 300
Washington, D.C. 20006, États-Unis
Tél. : +1 202 785 2096
Fax : +1 202 785 4871
Courriel : bill.mansfield@rona.unep.org

UNEP Regional Office for West Asia (ROWA)

Villa No. 2113, Road No. 2432
Block 324, Juffair, P.O. Box 10880
Manama, Bahreïn
Tél. : +973 17 812 777
Fax : +973 17 825 110
Courriel : basel.alyousfi@unep.org.bh

- Production du rapport régional d'avancement sur la consommation et la production durables à partir des rapports nationaux produits par les NCPC.
- Intégration de projets de travail spécifiques dans le plan de travail de la CMAE après consultation et coopération avec le secrétaire du secrétariat de la CMAE.
- Organisation d'une table ronde sous-régionale sur la consommation et la production durables dans la région du lac Victoria et d'une table ronde sous-régionale sur la promotion des modes de consommation et de production durables dans les pays d'Afrique de l'Ouest.

Énergie

- Organisation conjointe d'une réunion ministérielle africaine sur l'énergie. Elle a débouché sur l'adoption d'une Déclaration africaine sur les énergies renouvelables et de recommandations pour le suivi du SMDD et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) concernant l'énergie, l'énergie et la désertification, le renforcement des organismes énergétiques régionaux.
- Représentation au sein du Groupe d'étude des Nations Unies sur la science et la technologie et du Groupe d'étude des Nations Unies sur l'énergie (UN-Energy/Africa), créés pour seconder le NEPAD.

Économie et commerce

- Aide à l'organisation de l'atelier régional sur l'utilisation d'instruments économiques pour la gestion des ressources naturelles et de l'atelier régional sur l'évaluation intégrée des politiques commerciales.

Contribution aux activités d'autres divisions et assistance technique

- Tout au long de l'année, contribution à la coopération entre les divisions du PNUE et assistance technique aux forums régionaux organisés par différents partenaires.

Asie et Pacifique

Production plus propre

- Réalisation de plus de 50 évaluations sur site dans le cadre du projet de réduction des émissions de gaz à effet de serre par l'industrie en Asie et dans le Pacifique. Ces évaluations serviront de base à un projet de trousse d'outils pour la production plus propre et l'efficacité énergétique (CP-EE). Neuf tables rondes nationales ont également été organisées, un bureau régional CP-EE a été créé et une étude sur les facteurs externes qui influencent les choix des décideurs en matière d'investissement dans la production plus propre et l'efficacité énergétique a été lancée.
- Mise au point de deux modules de formation sur la Production plus propre et le changement climatique. Formation assurée lors de trois rencontres organisées aux Philippines et au Japon.

Modes de consommation et de production durables

- Analyses régionales des modes de consommation durables en Asie et en Europe. Elles ont généré plus de 100 études de cas et aidé à établir un réseau d'envergure régionale (dans le cadre du projet Consommation durable en Asie).
- Publication du premier rapport d'avancement sur la consommation et la production durables en Asie et dans le Pacifique, qui met en évidence tant les obstacles à la consommation et à la production durables que les possibilités offertes, et recommande des actions concrètes aux parties prenantes de la région.

Énergie

- Organisation des premières missions d'information qui lancent le projet de réduction des émissions de gaz à effet de serre en encourageant le recours aux technologies utilisant la biomasse en Asie du Sud.
- Organisation conjointe avec les gouvernements allemand et thaïlandais de la conférence régionale préparatoire sur les énergies renouvelables pour préparer la contribution de la

région (Déclaration de Bangkok) à la Conférence mondiale sur les énergies renouvelables (Bonn, juin 2004).

Transports

- Organisation d'un séminaire régional sur les normes d'émissions des combustibles et les politiques de réduction du CO₂ en partenariat avec Michelin et l'Agence internationale de l'énergie.

Pétrole et gaz

- Organisation conjointe d'un atelier sur le développement durable pour le secteur pétrolier.
- Élaboration d'une proposition régionale pour des transports urbains intégrés durables basée sur des services d'autobus express et de transport non motorisés.

Tourisme

- Pilotage de la campagne de sensibilisation à la protection des récifs coralliens du PNUE, *C'est mon choix*, lors de trois ateliers, en coopération avec le WWF et Mc Kann-Eriksson.
- Organisation avec l'UNESCO et la Pacific Asia Travel Association d'un groupe de travail conjoint pour élaborer un programme de tourisme durable pour le centre de Java.

Commerce

- Aide aux études régionales sur les politiques commerciales dans le secteur du riz et des piles plomb-acide usagées en Asie du Sud-Est.
- Organisation du lancement régional de la trousse de formation du PNUE sur le commerce, l'environnement et le développement durable.

Global Reporting Initiative

- Organisation d'un séminaire de formation GRI avec la Chambre de commerce internationale.

Europe

Consommation et production durables

- Mise au point d'un processus de dialogue paneuropéen dans le cadre du projet Sustainable Consumption Opportunities for Europe.
- Participation à l'organisation de l'atelier multipartite sous-régional balte sur la consommation et la production durables à Vilnius, en Lituanie, et d'un atelier multipartite national russe à Moscou.
- Participation à l'organisation d'un atelier sur les indicateurs de consommation durable axé sur les applications des études actuelles sur les indicateurs et d'un atelier dans le cadre du Forum universel des cultures 2004 de Barcelone qui a permis aux parties concernées de débattre des liens entre consommation durable et qualité de vie.
- Élaboration d'une étude pluridisciplinaire sur la mise au point d'une méthodologie basée sur des indicateurs de consommation durable et de qualité de la vie, et d'une étude pilote dans trois pays baltes.
- Soutien à la UNEP/EC European Stakeholder Meeting. Préparation d'une compilation d'exemples de politiques et stratégies de consommation et de production durables provenant d'États de la région paneuropéenne qui ne sont pas membres de l'UE. Apport de données en provenance d'Europe de l'Est.
- Participation et contribution du PNUE aux processus de consultation de l'UE concernant les initiatives de consommation et production durables, à la stratégie thématique sur l'utilisation durable des ressources naturelles et à la stratégie thématique sur la prévention et le recyclage des déchets. En parallèle, participation et contribution à d'autres initiatives de l'UE dans ce domaine.

Transports

- Mise au point du site Internet du Centre d'information sur les transports durables (www.unep.ch/est-east), avec stage de formation pour les correspondants des pays participants et services d'assistance au quotidien.
- Contribution à la mise en œuvre de la Charte de l'OMC sur les transports, l'environnement et la santé et participation aux réunions du Comité directeur et de l'Organe consultatif du Mécanisme d'échange d'informations du programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (THE PEP).
- Élaboration d'un projet du FEM pour promouvoir les modes de transport durables en Europe centrale et de l'Est.

Évaluation d'impact sur l'environnement (EIE)

- Participation à la réalisation d'un exposé sous forme d'affiches sur les principes directeurs de la mise en œuvre de l'évaluation des impacts sur l'environnement dans le contexte transfrontalier dans la région de la mer Caspienne. Mis au point avec les cinq États riverains de la Caspienne, la BERD et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), cet exposé a été présenté lors des réunions de la CEE-ONU et de réunions sous-régionales.

Information du public et publications

- Création d'un nouveau site Internet pour le projet en ligne Sustainable Consumption Opportunities for Europe (www.unep.ch/scoe) qui diffuse des informations et sert de forum pour les partenaires.

Amérique latine et Caraïbes

Production plus propre

- Seconde édition du Central American Environmental Award for Innovation.

- Premier congrès régional des entreprises appliquant les modes de production plus propre, au Salvador.
- Création de cinq Centres d'information sur la consommation et la production durables.
- Cérémonie de signature de la Déclaration internationale pour une production plus propre, au Salvador.

Consommation durable

- Exposé au XII^e Congrès du CONIECO sur les technologies douces.
- Assistance technique au ministère mexicain de l'Environnement sur les approvisionnements durables.
- Trois événements au Mexique : un cours sur la consommation durable sanctionné par un diplôme ; une conférence sur l'écoconception ; un cours télévisé de renforcement des capacités consacré à la consommation durable destiné aux jeunes.

Tourisme durable

- Aide à l'organisation du second sommet ibéro-américain des ministres du tourisme et de l'environnement, avec le CONAM et l'Organisation mondiale du Tourisme (OMT).

APELL

- Atelier de renforcement des capacités APELL pour l'industrie pétrochimique, à Trinidad et Tobago.
- Conférence ibéro-américaine sur la préparation des localités minières aux situations d'urgence résultant de catastrophes technologiques.
- Aide à l'organisation de la IV^e Conférence internationale sur les technologies propres pour les industries extractives.
- Forum international sur la préparation et la sensibilisation aux catastrophes industrielles avec le Consejo Colombiano de Seguridad.

- Aide au gouvernement du Honduras pour élaborer le projet de nouveau plan de développement pour le secteur minier.
- APELL dans le secteur minier de l'Argentine avec le gouvernement de San Juan et Cordón del Plata.

Substances chimiques

- Aide à l'organisation de la Conference of the Americas on Pollutant Release and Transfer Registers.

Amérique du Nord

Consommation et production durables

- Accueil, avec le Worldwatch Institute, d'un atelier d'experts sur les priorités stratégiques pour promouvoir des modes de consommation durables en Amérique du Nord, première étape de la contribution à l'ensemble de programmes décennaux des Nations Unies sur les modes de consommation et de production durables.

Entreprises et commerce durables

- Promotion de stratégies et approches marketing durables pour le développement durable des pays en développement lors du sommet annuel des entreprises durables d'Amérique du Nord qui avait pour thème Today's Challenges, Tomorrow's Markets, organisé par le World Resources Institute.
- Organisation, avec la DTIE, de l'examen critique par des organisations et des ONG, des nouveaux objectifs de développement durable de Johnson & Johnson.

Énergie

- Accueil des réunions d'orientation du Comité consultatif pour le Centre de collaboration sur les énergies renouvelables et les économies d'énergie.
- Accueil avec GLOBE USA et la Fondation Heinrich Boell d'une conférence intitulée : Advancing Renewable Energy Technology and Policy in the United States: Building on the Bonn Renewables 2003 Conference.

Tourisme

- Travail avec l'Université George Washington sur une contribution à la conférence de l'OMT sur le potentiel du tourisme en tant que stratégie de développement durable.
- Organisation d'une présentation de l'initiative des voyageurs (TOI) à la réunion d'inauguration du White Water to Blue Water Partnership.

Global Reporting Initiative et éducation

- Poursuite de la promotion de la GRI comme clef de voûte de l'effort nord-américain pour élaborer un programme d'enseignement supérieur sur les partenariats de développement durable dans le contexte du SMDD, dispensé par un réseau universitaire mondial.

Publications

- Publication d'une brochure de Green Credit : *A User's Guide to Securing Support from North American Export Credit and Development Agencies*, pour promouvoir le programme de financement de l'énergie du PNUE.

Asie occidentale

Activités générales

- Membre du Comité de pilotage sur l'industrie et l'environnement du Conseil des ministres arabes chargés de l'environnement (CAMRE) ; de l'équipe technique chargée des AME relatifs à la gestion des produits chimiques et des déchets et des Comités arabes permanents sur la météorologie et les changements climatiques.
- Parrainage de la publication de plusieurs études environnementales sur l'industrie et de lignes directrices en arabe.
- Lancement du programme youthXchange dans la région et participation à l'atelier sur le tourisme durable à l'intention des ONG.

Production plus propre

- Élaboration de propositions pour la création de NCPC dans la région, notamment d'un Centre régional de production plus propre, et création de ces centres.
- Assistance technique et financière au programme national de production plus propre de la Jordanie.
- Élaboration de protocoles d'accord avec les organisations régionales concernées pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie de production plus propre dans les États arabes.
- Participation à l'organisation de l'atelier régional sur la production plus propre dans les États arabes, de l'Arab Regional Forum on Environmental Protection in Telecommunication Industry et de l'Offshore Arabia Conference.
- Préparation de la publication *Voluntary Environmental Initiatives for Sustainable Industrial Development – Concepts and Applications*.

Énergie

- Élaboration d'un programme Énergie axé sur les combustibles propres, l'efficacité énergétique, les énergies propres et les technologies utilisant des énergies renouvelables, avec actions de sensibilisation et renforcement des capacités..
- Assistance technique à l'élaboration d'un document-cadre sur la stratégie énergétique arabe pour le développement durable.
- Participation à l'organisation de la 4th Specialty Conference on Environmental Progress in Petroleum & Petrochemical Industries et de la 8th Arab International Solar Energy Conference.
- Élaboration d'une proposition de création d'un centre d'excellence sur les énergies renouvelables au Yémen.

Bâtiment et génie civil durables

- Assistance technique à la préparation des contributions au 1^{er} forum des pays arabes sur le bâtiment et le génie civil durables.

Gestion des produits chimiques et des déchets

- Organisation d'un atelier régional sur l'action dans le cadre de la convention de Stockholm et d'un atelier sur l'intégration des AME pour renforcer les capacités de mise en œuvre des États membres.
- Aide aux États membres pour l'élaboration de leurs plans nationaux coordonnés de mise en œuvre des conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm.
- Organisation d'un atelier régional de sensibilisation à la pollution par le mercure.
- Participation à l'organisation d'un symposium annuel sur la protection de l'environnement, de la troisième conférence de pays arabes sur la gestion environnementale et les nouvelles stratégies de gestion des déchets et d'un atelier régional sur la gestion rationnelle intégrée des produits chimiques et déchets dangereux.

Programme d'assistance à la conformité (CAP) au Protocole de Montréal

- Élaboration dans le cadre du CAP d'un plan de travail biennal pour l'action publique et l'assistance technique.
- Focalisation de la stratégie du CAP sur l'aide à l'Irak et à la Palestine. Etablissement de canaux de communication avec l'Irak pour encourager la ratification des traités sur l'ozone.
- Autres activités : ateliers de renforcement des capacités et de formation dans toute la région pour aider les pays à mettre en œuvre le Protocole de Montréal ; réunions pour apporter un soutien spécial aux pays d'Asie occidentale qui ne respectent pas le Protocole de Montréal ; visites sur le terrain ; activités de conseil ; contacts étroits avec les responsables SAO nationaux.

COORDONNÉES DE LA DTIE

Directeur de la Division

Monique Barbut
39-43, quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15, France
Tél. : +33 1 44 37 14 50
Fax : +33 1 44 37 14 74
Courriel : unep.tie@unep.fr
www.uneptie.org

IETC

Per Bakken
2-110 Ryokuchi koen
Tsurumi-ku
Osaka 538-0036, Japon
Tél. : +81 6 6915 4581
Fax : +81 6 6915 0304
Courriel : ietc@unep.or.jp
www.unep.or.jp

Production et Consommation

Fritz Balkau, chef
39-43, quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15, France
Tél. : +33 1 44 37 14 50
Fax : +33 1 44 37 14 74
Courriel : unep.tie@unep.fr
www.uneptie.org/pc

Substances chimiques

International Environment House
11-13, Chemin des Anémones
CH-1219 Châtelaine,
Genève 10, Suisse
Tél. : +41 22 917 81 92
Fax : +41 22 797 34 60
Courriel : chemicals@unep.ch
www.chem.unep.ch

Énergie

Mark Radka, Chef
39-43, quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15, France
Tél. : +33 1 44 37 14 50
Fax : +33 1 44 37 14 74
Courriel : unep.tie@unep.fr
www.uneptie.org/energy

ActionOzone

Rajendra Shende, Chef
39-43, quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15, France
Tél. : +33 1 44 37 14 50
Fax : +33 1 44 37 14 74
Courriel : unep.tie@unep.fr
www.uneptie.org/hp_oa.htm

Économie et Commerce

Hussein Abaza, Chef
International Environment House
11-13, Chemin des Anémones
CH-1219 Châtelaine
Genève 10, Suisse
Tél. : +41 22 917 82 98
Fax : +41 22 917 80 76
Courriel : etu@unep.ch
www.unep.ch/etu

SITES INTERNET CLÉS

UNEP DTIE

www.uneptie.org
Partenariats
www.uneptie.org/outreach

IETC

Questions urbaines
www.unep.or.jp/ietc/Activities/Urban/Index.asp

Eau douce

www.unep.or.jp/ietc/Activities/Freshwater/Index.asp

Questions générales

www.unep.or.jp/ietc/Activities/Cross-Cutting/Index.asp

Production et Consommation

APELL

www.uneptie.org/pc/apell

Produire plus propre

www.uneptie.org/pc/cp

Consommation durable

www.uneptie.org/pc/sustain

Tourisme

www.uneptie.org/pc/tourism

Substances chimiques (voir page 17)

Énergie

www.uneptie.org/energy/act/index.htm

ActionOzone

www.uneptie.org/ozonation

www.uneptie.org/ozonation/library/oan/main.html

Économie et Commerce

www.unep.ch/etu/index.htm

<http://unepfi.org>

www.unep.org

Programme des Nations Unies
pour l'environnement
B.P. 30552, Nairobi, Kenya
Tél. : (254 2) 621234
Fax : (254 2) 623927
Courriel : cpiinfo@unep.org
Internet : www.unep.org



Pour tout renseignement complémentaire :
PNUE
Division Technologie, Industrie et Économie
Tour Mirabeau
39-43 quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15
France
Tél. : +33 1 44 37 14 50
Fax : +33 1 44 37 14 74
Courriel : unep.tie@unep.fr
Internet : www.uneptie.org